

## TRAVAILLEURS DE L'ÉLECTRICITÉ ET DU GAZ

## Vers une grève nationale de 3 jours

**Le Syndicat national autonome des travailleurs d'électricité et du gaz (Snateg) a annoncé hier une grève générale les 21, 22 et 23 mars en signe de protestation contre l'indifférence de la direction du groupe Sonelgaz quant à leurs revendications socioprofessionnelles.**

**Younès Djama - Alger (Le Soir)** - Les travailleurs brandissent une plateforme de revendications de 36 points et qui tournent essentiellement autour d'une demande d'augmentation des salaires de 50%, plus d'équité dans les postes administratifs sans distinction, donner plus de chance à l'élément jeune. Ils réclament le libre exercice du droit syndicat et une augmentation de la prime de l'Aïd el Adha à 60 000 DA. Ils insistent sur la bonne santé financière du groupe malgré le catastrophisme affiché par la direction.

Tout en appelant les adhérents du Snateg à se mobiliser «à la hauteur de l'événement», les syndicalistes préviennent qu'ils sont prêts à aller le plus loin possible dans le mouvement si la direction de Sonelgaz s'entête à se montrer indifférente.

Le mouvement va démarrer à partir de la wilaya de Tizi-Ouzou le 21 mars avant de s'étendre à la wilaya de Béjaïa le lendemain 22 mars, pour enfin aboutir à un rassemblement de protestation devant le siège de la Sonelgaz au Télémly le 23 mars. Les syndicalistes ont appelé cette action

«le rassemblement de la dignité». L'annonce de cette grève a été faite hier au siège du Snateg à Bab Ezzouar par son président Mellal Raouf lors d'une conférence de presse à laquelle ont également pris part le SG du Snateg, Abdelkader Kouafi, le délégué du syndicat dans la wilaya de Tizi-Ouzou, Taleb Boukhalfa, et du conseiller du syndicat, Chawki Fertas.

Les griefs énumérés par les confédérés ont trait notamment à la gestion par la direction du groupe Sonelgaz du dossier des œuvres sociales, ainsi que la fermeture des portes de dialogue avec les représentants syndicaux, en passant par la gestion jugée «mauvaise» du groupe Sonelgaz.

Les syndicalistes rappellent qu'ils ont saisi la direction sur les mesures à prendre afin d'assurer le service minimum et ne pas pénaliser les consommateurs. Mais que la direction n'a pas donné suite à cette requête, annonçant par la même occasion qu'ils ne sont en rien responsables des désagréments que cette grève pourrait engendrer aux

clients de la Sonelgaz. Sur le choix de la wilaya de Tizi-Ouzou pour démarrer la grève, le président du Snateg a indiqué que la décision a été prise par le conseil national du syndicat suite à la demande qui a été faite par les délégués de cette wilaya. Le syndicat dénonce l'«ostracisme» dont il fait l'objet par la direction de Sonelgaz, sachant que ce syndicat, créé en décembre 2013, revendique une représentation ouvrière de 30 000 adhérents sur un total de salariés du groupe de 86 000. C'est à ce titre que le Snateg estime incongru le fait qu'il n'a pas été convié à la tripartite encore moins associé à l'élaboration du code de travail.

M. Mellal dénonce le forçage de la direction en vue d'amener les travailleurs à adhérer «de force» à l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) quand bien même beaucoup d'entre eux ont fait le choix d'appartenir au syndicat autonome qu'est le Snateg.

La direction de Sonelgaz a même poussé «le zèle» jusqu'à ponctionner 200 DA de droits d'adhésion (à l'UGTA) systématiquement prélevés sur les salaires des travailleurs. «Et cela sans même délivrer des cartes d'adhésion», déplorent les syndicalistes qui se demandent quelle direction prend tout cet argent, quand on sait que les 200 DA sont multipliés



Photo : DR

**Les travailleurs sont déterminés à aller au bout de leur mouvement.**

sur 86 000 travailleurs de la Sonelgaz.

Les syndicalistes évoquent une mauvaise gestion de la société et dénoncent un phénomène de corruption qui y a pris racine. Citant à titre d'exemple l'expertise judiciaire lancée en 2012 par le procureur de Sidi M'hamed sur une affaire de surfactu-

ration et de passation de marchés douteux conclus par le président du conseil d'administration des œuvres sociales. Le préjudice financier est estimé à 2 milliards de DA. Ils déplorent qu'aucune poursuite n'ait été engagée à l'encontre des personnes «incriminées».

Y. D.

## LES ÉNERGIES RENOUVELABLES

## Bouterfa lance un appel aux investisseurs dans le secteur

**Lors du 15<sup>e</sup> Forum mondial du développement durable, tenu lundi à Paris, le ministre de l'Energie, Nouredine Bouterfa, a réaffirmé l'importance du programme national des énergies renouvelables en Algérie.**

**Mounira Amine-Seka - Alger (Le Soir)** - En effet, le lancement du programme national des énergies renouvelables et la maîtrise de l'énergie, qui a été adopté par le gouvernement en 2011 et mis à jour en 2015, s'étend jusqu'à l'horizon 2030 et est placé au cœur des politiques énergétique et économique menées par l'Algérie. La première phase de ce programme a été consacrée à la réalisation de projets pilotes et de tests des différentes technologies disponibles. Une phase durant laquelle les éléments des filières considérées ont observé une nette évolution, ce qui a conduit à la révision de ce programme.

Dans son discours, le ministre de l'Energie a indiqué que «sous l'impulsion du président de la République Son Excellence le président Abdelaziz Bouteflika, les énergies renouvelables ont été hissées au rang de priorité nationale. Au vu de l'importance du gisement solaire de l'Algérie, de sa grande superficie, la transition énergétique nationale retenue est axée sur le développement des énergies renouvelables, notamment par la réalisation de centrales solaires photovoltaïques et de fermes éoliennes».

Ajoutant que l'Algérie a «arrêté des objectifs ambitieux et prometteurs en matière d'énergies renouvelables et nous sommes déterminés à faire des vingt prochaines années l'ère du déploiement des énergies durables pour le pays», a-t-il expliqué, rappelant que le programme national «prévoit 47 à 51 TWh à l'horizon 2030-2040 représentant plus de 27% de mix énergétique dont plus de 9 TWh, soit une capacité totalisant 4 500 MWc, devraient être installés d'ici 2020-2022».

M. Bouterfa a également précisé que le programme est «en cours de concrétisation», soulignant que 22 centrales photovoltaïques d'une puissance totale de 350 MWc ont déjà été réalisées dans le sud du pays et dans les Hauts-Plateaux.

Dans ce cadre, le ministre a annoncé que l'Algérie lancera incessamment un appel à



Nouredine Bouterfa.

Photo : Samir Sid

investisseurs pour la réalisation de centrales photovoltaïques d'une puissance de 4 000 MWc. Il a également ajouté que «dans une phase initiale, réaliser une ferme éolienne de 10 MW et des petites centrales d'énergies renouvelables de différentes technologies nous permettront d'évaluer celles qui répondront le

mieux aux contraintes climatiques et autres spécificités de la région», précisant que ces capacités en énergies renouvelables déjà installées «ont permis d'identifier les contraintes et les défis qui pourraient se dresser devant le développement des énergies renouvelables à grande échelle».

Le ministre a annoncé aux membres du Forum que l'Algérie compte lancer «incessamment» un appel à investisseurs pour la réalisation de centrales photovoltaïques d'une puissance totale de 4 000 MWc d'une capacité décomposée en 3 lots de 1 350 MWc, conditionnée par la réalisation d'investissement dans le domaine, soulignant que la stratégie de mise en œuvre du programme national de développement des énergies renouvelables repose sur deux composantes : énergétique et industrielle.

Il a également ajouté que «l'appel à investisseurs connaîtra une période d'ajustement et de consultations avec les différents investisseurs, énergéticiens et industriels», précisant que l'Algérie sera attentive «aux questions et préoccupations des intervenants nationaux et internationaux en vue d'intégrer leurs apports dans la dynamique insufflée par notre action dans ce domaine».

Dans son discours, M. Bouterfa a indiqué que la consommation énergétique sera réduite de 9% d'ici l'horizon 2030, grâce à l'isolation thermique des habitations et des villes et l'introduction des lampes à basse consommation, l'installation des chauffe-eau solaires et, au niveau de l'éclairage public, le recours au remplacement des lampes à mercure par des lampes à sodium, ainsi que la promotion des carburants propres, tels le GPLC et le GNC. Dans cette visée, l'autre orientation qui n'est pas moins importante consiste à hybrider les centrales diesel des réseaux isolés du sud du pays, avec le recours à l'énergie solaire et à l'éolien, précisant que cette démarche permettra non seulement de réduire la consommation du fuel, dans les centrales, et des carburants utilisés pour son transport, mais permettra également de préserver l'environnement des diverses émissions polluantes.

Pour conclure, le ministre de l'Energie a souligné que l'Algérie ne manque pas de compétences et de capacités dans ce domaine et que la stratégie mise en place les valorisera en mettant à leur disposition un environnement adéquat pour leur épanouissement.

M. A.-S.

## INDUSTRIE MÉCANIQUE

## Poval va fabriquer les têtes de puits en association avec les Chinois

**Des têtes de puits et autres équipements pétroliers valant des importations annuelles de l'ordre de 200 millions de dollars, seront fabriquées en Algérie par une filiale du groupe public AGM.**

**Lyas Hallas - Alger (Le Soir)** - Un mémorandum d'accord portant création d'une joint-venture pour la production et la commercialisation des têtes de puits et autres équipements pétroliers a été signé, hier, entre Poval Spa (51%), filiale de AGM (Algerian Group of Mechanics), et la société chinoise Shandong Kerui Well Control Equipment (49%), filiale du groupe Shandong Kerui Holding Co. Ltd.

Lors de la cérémonie de signature organisée au siège du ministère de l'Industrie et des Mines, le ministre Abdesslam Bouchouareb a souligné que cette association entre dans le cadre de la stratégie de substitution aux importations qui se chiffrent pour les têtes de puits à plus de 200 millions de dollars par an.

En effet, l'Algérie importe jusque-là ces équipements consommables chez une multitude de fournisseurs comme le géant américain General Electric, la filiale de Schlumberger Cameron, FMC Technologies qui vient de fusionner avec le français Technip, ou encore l'allemand Itag. Selon Abdesslam Bouchouareb, le partenaire chinois qui vient de s'associer avec Poval, laquelle a eu à fournir des vannes pour Sonatrach de par le passé, se

compte aussi parmi les fournisseurs des têtes de puits pour la compagnie nationale. Ainsi, le niveau d'intégration local des équipements qui seront fabriqués sous le label du partenaire technologique chinois, Shandong Kerui Well Control Equipment, est estimé à 70%. Le mémorandum d'accord prévoit le démarrage de la production sur le site de Poval à Médéa en 2018.

Il convient enfin de noter qu'au rythme actuel du forage, l'Algérie devrait consommer 290 têtes de puits en 2017 (265 en 2016) à raison d'une par puit. L'unité vaut, selon le P-dg de AGM, Bachir Dehimi, entre 10 et 15 millions de DZD. Soit 90 000 dollars au taux actuel du change.

L. H.